

DÉMOCRATIE ET GLOBALISATION

Alain Joxe

La Découverte | *Revue du MAUSS*

2005/1 - no 25
pages 43 à 54

ISSN 1247-4819

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-du-mauss-2005-1-page-43.htm>

Pour citer cet article :

Joxe Alain , « Démocratie et globalisation » ,
Revue du MAUSS, 2005/1 no 25, p. 43-54. DOI : 10.3917/rdm.025.0043

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



Démocratie et globalisation

La Découverte | *Revue du MAUSS*

2005/1 - no 25

pages 43 à 54

ISSN 1247-4819

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-du-mauss-2005-1-page-43.htm>

Pour citer cet article :

"Démocratie et globalisation", *Revue du MAUSS*, 2005/1 no 25, p. 43-54.

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

DÉMOCRATIE ET GLOBALISATION

par Alain Joxe

La *démocratie* a plusieurs avènements, selon le sens qu'on donne à ce mot et l'inquiétude qu'on cherche à exprimer à l'idée qu'elle est en danger.

Il faut donc mettre au clair ces diverses perplexités et inquiétudes en s'accordant sur le sens du mot ; pour répondre à la question de savoir si dans la « globalisation » néolibérale, la démocratie conserve un avenir, il faut également comprendre quel est son passé.

DÉMOCRATIE : UN ÉQUILIBRE STRATÉGIQUE INSTABLE

Je choisis de considérer que le mot démocratie est un mot issu d'un vocabulaire *stratégique*, créé par des luttes socio-politiques internes, éventuellement violentes, au sein des cités de la Grèce antique. Autrement dit, je considère que ce mot possède un sens précis depuis l'Antiquité, même si le progrès scientifique et technique et l'application des sciences à l'économie, à la production, aux transports, à la télécommunication, à la guerre, ont bouleversé la nature des classes sociales, l'espace et le temps, les stratégies politiques et l'objet même des luttes de pouvoir.

Le mot antique

Demos signifie *le peuple*, comme protagoniste à l'intérieur d'une cité (*polis*), et *kratein* signifie « se rendre maître de » – exercer le pouvoir plutôt qu'en jouir. La démocratie est le régime issu, dans une cité, d'une prise de pouvoir interne par le peuple, contre le roi ou le système aristocratique ou oligarchique, antérieur à la prise de pouvoir du peuple. Le peuple est composé par tous les hommes libres – donc aussi des pauvres – qui sont, ordinairement, menacés d'esclavage pour dette. La démocratie résulte d'une victoire du peuple sur les élites, dans une lutte politique de classe, pour la définition de l'État et le maintien de la liberté des hommes libres par l'égalité des droits (droit et devoir de porter les armes, de voter, d'accéder aux magistratures).

La première victoire démocratique importante à Athènes date de Solon. Ce qu'on a appelé la *seisakhteia* – le secouement du fardeau (594 av. J.-C.) –, c'est l'annulation des dettes hypothécaires et l'interdiction de l'esclavage pour les citoyens endettés. Cette victoire n'est jamais définitive. Elle a été beaucoup plus tardive à Rome.

Ensuite, *demos* signifie, depuis la réforme de Clisthène, à la fois *l'ensemble des citoyens*, les citoyens *les plus pauvres* et les *circonscriptions locales de la cité* (les *dèmes*). Les *dèmes* sont des circonscriptions communales de l'Attique servant de base pour établir la liste des citoyens qui peuvent par tirage au sort devenir membres de la *boule*, un conseil populaire de cinq cents membres. La démocratie, c'est aussi le pouvoir des *dèmes*.

Plus de la moitié de la population d'Athènes était esclave ou métèque sans droits civiques, et les femmes et les enfants libres n'étaient pas citoyens. Le prestige de la démocratie est lié au fait que ce fut la période la plus brillante d'Athènes, Mais aussi au fait que l'opposition et le compromis entre démocratie et oligarchie ou aristocratie met en place à Athènes un vocabulaire politique inusable.

Le mot moderne

Le sens antique du mot démocratie a toujours été compris dans l'aire gréco-romaine, puis à la Renaissance et dans l'époque moderne et contemporaine, jusques et y compris dans l'usage qu'on fit du mot dans les révolutions américaine et française.

À la Renaissance, la réapparition de l'esclavage dans les colonies d'Amérique ressuscite la signification complète du mot grec, qui admettait que les esclaves ne font pas partie du peuple. Cela permet de bien décrire la démocratie esclavagiste américaine comme une simple suppression de la royauté britannique, sans sortir de sa définition grecque.

La Révolution française, qui abolit la royauté *et le servage et l'esclavage* en métropole, invente plus clairement la démocratie moderne comme anti-esclavagiste, en tout cas *au centre de l'État-nation impérial*.

Après la guerre de Sécession, la définition de la démocratie américaine se distingue enfin de la démocratie grecque : elle conserve la structure aristocratique du sénat, et l'éloge de la démocratie américaine ressemble étrangement à celui que Polybe faisait de la Constitution romaine, comme collage d'une démocratie (l'assemblée des comices), d'une aristocratie (le sénat) et d'une royauté (les consuls puis l'empereur, président et commandant en chef).

L'épisode de la conquête coloniale européenne à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e jette un nouveau trouble global sur la définition de la démocratie européenne. Malgré le progrès en Europe de la démocratie formelle, du pouvoir législatif confié à des assemblées élues au suffrage universel et du libre choix des partis politiques, malgré la suppression de l'esclavage dans les colonies par la II^e République en 1848, on admet que la qualité de citoyen ne s'applique pas aux peuples conquis ; l'empire (y compris l'Algérie) introduit l'inégalité des droits. Les démocraties qui fondent des empires coloniaux par la conquête et la domination économique

créent de nouveau un système politique antidémocratique pour l'espace extérieur au territoire européen de la République et rejoignent par là de nouveau la démocratie antique.

La Seconde Guerre mondiale contribue à opposer la démocratie au nazisme esclavagiste et raciste, puis au communisme bolchevique, du fait que tous deux manifestent un projet impérial conquérant, n'ont pas de régime d'assemblées comportant une pluralité de partis politiques et pratiquent une répression autoritaire de toutes les opinions déviantes et des nationalités rebelles par la déportation dans des camps. L'écrasement du nazisme ne conduit pas automatiquement à la dissolution des empires coloniaux et de leurs systèmes répressifs antidémocratiques, ni à la chute du communisme stalinien qui, au contraire, s'étend vers l'Europe et la Chine. Entre 1945 et 1962, les empires coloniaux se dissolvent, et pour la première fois, la démocratie moderne s'installe en Europe, éliminant les servages coloniaux.

La démocratie contemporaine : incompatible avec le « fascisme colonial » interne

On voit que le vocabulaire grec fonctionne assez bien jusqu'à la fin du xx^e siècle malgré la disparition de l'esclavage métropolitain. Les États-Unis ont été largement en retard sur l'Europe pour l'annulation de l'esclavage. Les Sud-Africains pour l'annulation du servage d'*apartheid*. Les Israéliens n'ont pas renoncé au servage contractuel des *maquiladoras* frontalières et de divers chantiers à main-d'œuvre sous-payée, sous la menace permanente d'expulsion et le régime de prédation et de violence fasciste organisée par l'armée et les colons dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, devenus de véritables bantoustans. On peut considérer Israël comme un reste archaïque des systèmes coloniaux, mais on peut aussi penser que, peut-être, les Israéliens sont en avance sur une tendance mondiale : la globalisation favorise les grands mouvements de main-d'œuvre non citoyenne et restaure des statuts de semi-servage ou d'esclavage déguisé, associés à la clandestinité, au sein même des circonscriptions démocratiques. Et un petit État du « centre » comme Israël doit avoir de petits accès à de petits flux de main-d'œuvre servile pour produire sur place une petite Californie avec serviteurs résignés.

Dans ce sens, socialement parlant, Israël n'est pas plus ni moins dur que l'Europe de Schengen dans la gestion de la pression des peuples pauvres voisins et la militarisation de la ligne frontière; pas plus dur que les États-Unis sur la frontière mexicaine : un envahisseur pionnier anglo-saxon y a rogné la moitié du Mexique au xix^e siècle et considère les Mexicains comme des migrants lancés à l'assaut de la terre promise du Nouveau Monde yankee. Le prototype israélien de *non-démocratie coloniale* est plus frappant

simplement parce que c'est un colonialisme de proximité. Il s'exerce à l'échelle d'une microsociologie du voisinage urbain et suburbain, sous forme d'expropriations et de spéculations immobilières de style « main basse sur la ville » et de guerres de banlieue. La seule chose qui manque à Israël, et qui le distingue d'un État démocratique du « centre honorable », c'est la reconnaissance internationale des droits politiques et militaires de domination qu'il a acquis pratiquement sur le territoire et les habitants de la Palestine du Mandat et le caractère toujours illégal des frontières qu'il dessine et fortifie à son gré dans l'espace conquis sur la Palestine ou la Syrie.

La démocratie vraie ne naît pas sans une victoire des classes pauvres contre la réduction en esclavage ou en servage. Dans l'état actuel d'Israël, sa survie comme démocratie ne pourra surgir que par l'abandon du sionisme, comme idéologie coloniale datée de l'époque de l'expansion des empires, et par une révolution démocratique et sociale portant sur l'ensemble de la population de la Palestine du Mandat, avec annulation des spoliations directes et des prédatons pures et simples et la reconnaissance, dans cet espace, de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Si on n'y parvient pas, ce sera un signe grave de la menace systémique pesant sur la démocratie à l'échelle globale.

Les troubles de la globalisation

La démocratie ne fonctionne pas au plan national ou international sans l'existence d'une organisation permettant la hiérarchisation d'instances politiques traitant par délégation, depuis les problèmes micro jusqu'aux problèmes macro-politiques. Dans le détail du fonctionnement, les élites tentent – et elles y réussissent souvent – de reconstituer par consensus le pouvoir oligarchique des ploutocraties, sans retour à la violence directe de la menace d'esclavage ou de la répression violente des exclus. Cette capacité de gestion de l'inégalité par la pression policière et judiciaire ou la redistribution populiste n'est pas contraire à la démocratie dans certaines limites que définissent les rapports des forces sociales. En démocratie, si la droite au pouvoir dépasse cette limite, la gauche revient au pouvoir par les élections.

Mais la logique interne de la démocratie est troublée par la globalisation de deux façons.

Premièrement, la globalisation met au contact direct les sociétés démocratiques du centre développé et les flux de migrants désespérés par la destruction des économies traditionnelles ou des États-providences à économie planifiée. Ce contact direct reproduit *au centre* les conditions sociales d'une démocratie coloniale ou d'une démocratie antique. Les sans-papiers sont moins que des *métèques* à Athènes : métèque signifiait exac-

tement « doté du permis de séjour ». Ce sont des asservis à une souveraineté incontrôlée des entreprises, ou même des esclaves, s'ils sont entre les mains de mafias.

Deuxièmement, l'État-nation démocratique ne contrôle plus les conditions générales de l'économie nationale soumise aux aléas de la transnationalisation des marchés. Dès avant le projet de Constitution européenne, l'Union contrôle l'économie comme une compétence exclusive retirée à la souveraineté des États. Les lois sociales adoptées démocratiquement dans un pays peuvent être annulées par une directive de la Commission, autorisant l'application de la législation sociale – moins favorable aux travailleurs – du pays d'origine de l'entreprise dans le pays d'installation de la production. Un capitaliste français aurait la possibilité d'investir en Pologne pour faire appliquer en France la législation polonaise.

C'est donc surtout maintenant qu'il y a un trouble dans la définition et dans le tableau de la situation de la démocratie. On peut parfaitement expliquer pourquoi, mais il ne faut pas contribuer à la confusion en donnant de la démocratie une définition purement formelle et juridique, car elle est depuis toujours le résultat d'un rapport de force violent, aboutissant à un pacte non violent *territorialisé*.

Mais la démocratie n'est pas simplement un pacte aboutissant à l'acceptation d'une légitimité assise sur la majorité comptabilisée des voix individuelles dans une circonscription. Elle est *avant tout* prise en charge, par la majorité du peuple, d'une lutte pour l'égalisation fraternelle des libertés des cohabitants, tous citoyens, visant à ce que les revenus des « pauvres » soient suffisants pour que leur liberté ne soit pas menacée.

La démocratie n'est donc jamais de tout repos, c'est une victoire habile et paisible sur l'antidémocratie des « élites réalistes ». Je choisis aujourd'hui d'en donner la définition suivante : *pouvoir des couches populaires moyennes et pauvres s'exprimant par le vote et l'élection de représentants chargés de modérer la toute-puissance des oligarchies économiques qui tendent partout, toujours, à recréer et accentuer les inégalités pour accélérer l'accumulation et obtenir la soumission servile des exclus en dirigeant les masses, par la manipulation, la corruption, la religion ou la violence répressive, vers des haines intercommunautaires s'opposant à la représentation claire des intérêts de classe. La démocratie est toujours en lutte contre l'antidémocratie.*

Ceux qui n'aiment pas cette définition vont préférer sans doute une définition statique, constitutionnelle, assimilant la démocratie au respect de droits universels abstraits et à l'acceptation absolue de la comptabilité des suffrages et des urnes représentant la libre opinion de la majorité des citoyens. Cette définition formelle n'est pas *fausse*, mais elle occulte les conditions de la lutte qui aboutit à la durée institutionnelle de cette paix pactée. Ce faisant, on oublie aussi de dire que des dictatures abominables peuvent sortir

des urnes, comme Hitler, et que des minorités fanatiques peuvent s'emparer du pouvoir démocratiquement et éroder la démocratie, comme c'est le cas selon les démocrates de gauche aux États-Unis sous la présidence de George W. Bush Jr. Le respect formel du résultat d'une élection ne doit jamais aller jusqu'à suspendre tout jugement quant au contenu démocratique d'un régime.

LA DÉMOCRATIE EN DANGER

La démocratie est préconisée par Bush, avec des méthodes guerrières et l'usage hystérique du mot *Liberty* sans le mot *Égalité*, dans son fameux discours du 20 janvier 2005. Telle quelle, c'est en fait une menace à la démocratie, un signe que la démocratie est en danger. Elle est en danger puisque son cadre de naissance moderne – son échelle, l'État-nation – est menacé par la globalisation.

Je reprends donc le dossier du point de vue de ce danger réel, en me demandant quel cadre nouveau va permettre la reconstitution du rapport de force stratégique nécessaire à la victoire de la démocratie sur l'antidémocratie. Il est insuffisant de faire comme si, dans une sorte de consensus moderniste, la démocratie « passait de mode » dans sa version nationale-étatique, alors qu'il n'y a pas, pour l'instant, d'autre version de la démocratie que celle-là.

Pour que la démocratie s'efface, il a toujours fallu la faire disparaître à coup de massacres et de bombes ou par la menace d'un tel recours.

La France, ou la démocratie cinq ou six fois écrasée

Cela a toujours été le cas, naguère, au XIX^e et au XX^e siècle. C'était presque devenu le rôle de la France, avec sa mémoire politique, ses révolutions et ses coups d'État militaires, ses invasions allemandes ou ses guerres coloniales. Elle servait, en tant que nation exhibant son histoire, à rappeler aux peuples du monde qu'il ne suffit pas de proclamer la République et la démocratie pour les établir à jamais ; mais aussi – et ce fut son rôle le plus important – à rappeler *qu'une fois proclamée la démocratie sociale*, il est impossible de la faire disparaître pour toujours du projet social d'un peuple.

Après la République de 93, Thermidor, l'Empire et la Restauration ; après Charles X, Louis Philippe ; après Louis Philippe, la révolution de 1848, la deuxième République, sociale et ouvrière, de février à juin, supprimant l'esclavage aux colonies ; sa répression dans les Journées de juin puis le coup d'État de Napoléon le Petit. Après l'invasion allemande, le massacre de la Commune, la III^e République est restaurée, dure soixante-quinze ans, mais elle est impérialiste, colonialiste. Après la Première Guerre mondiale,

le Front populaire, et après le Front populaire, Pétain, Hitler, puis la IV^e République, impérialiste du dernier quart d'heure, avec ses quatorze ans de guerre coloniale en Indochine et en Algérie; le passage à la V^e sous menace de coup d'État militaire colonial.

Les guerres coloniales sont toujours la négation de la démocratie par les pratiques de domination cruelles outre-mer et du populisme fascisant de la société coloniale.

La démocratie n'a duré en France que depuis 1962 : une quarantaine d'année. Et elle fut menacée par Le Pen arrivant deuxième au premier tour des élections présidentielles, obligeant la gauche à voter pour la droite classique, qui accélère le processus de dérégulation des politiques sociales. Je ne vois donc pas une seule période française depuis qu'on parle chez nous de démocratie sans tentative – pas toujours vaine – d'écrasement ou d'érosion de la démocratie.

L'Union européenne n'est pas une démocratie

Aujourd'hui, elle est menacée indirectement par le projet de « traité constitutionnel européen » qui attribue à l'Union la compétence exclusive de la gestion économique, dans un sens néolibéral, sans qu'on puisse même proposer une révision constitutionnelle sans un accord de tous les gouvernements des États membres. Nous sommes à l'un de ces moments tournants où l'on pourrait bien chercher de nouveau, au plan global, à écraser la démocratie sociale, la seule qui depuis l'Antiquité ait un contenu politique humain.

Actuellement, la démocratie fonctionne bien dans les pays de l'Union européenne, sauf dans ceux où la crise sociale et la corruption des élites post-communistes n'ont pas encore été maîtrisées par le peuple, qui s'est jeté amoureusement dans le néolibéralisme néodarwinien vendu comme « démocratie » et « liberté » par les États-Unis, avec une certaine connivence de la droite européenne et même de la gauche social-démocrate.

Cette démocratie formelle est englobée dans un projet des élites économiques de l'Europe qui est réellement le libéralisme, le règne de la libre entreprise et *la fin des régulations socio-économiques par des politiques sociales de redistribution et l'organisation des services publics*.

La question, formelle, qui se pose est de savoir si cette orientation est issue d'une décision démocratique ou non. On ne peut en décider clairement, car l'Union européenne n'est pas un État démocratique; c'est bien au niveau de l'Union que sont prises les décisions fondamentales, mais elles sont prises en tant que décisions diplomatiques, en application de traités, et donc par accord entre exécutifs. Eux-mêmes sont bien issus d'élections démocratiques nationales, mais les institutions européennes ne sont pas contrôlées par des représentants élus directement par le peuple européen.

Aujourd'hui, les traités successifs accumulent des progrès dans l'intégration économique, sécuritaire, politique et juridique, si bien que le dernier traité prend le titre de « traité constitutionnel », et même de *Constitution* pour faire vite, alors même que le processus d'élaboration de ce document n'a pas été *démocratique*.

Le processus de constitutionnalisation des traités entre États européens sert donc à masquer le fait qu'il n'y a toujours pas de démocratie européenne. Le masque est d'autant plus efficace que la procédure se conclut par un référendum, donnant l'illusion d'un acte du peuple souverain. Sans doute, si le référendum sur la « Constitution européenne » avait été obligatoire et s'il avait eu lieu en même temps dans tous les pays d'Europe, il se serait agi vraiment d'un acte démocratique européen *fondateur*. Il y aurait eu en effet une campagne européenne transnationale et des débats politiques transfrontaliers. Mais cette forme a soigneusement été évitée.

La démocratie est donc menacée par le système de l'Union européenne parce que celle-ci, dans le processus même de son approfondissement, sert habilement à s'opposer à la constitution d'un affrontement politique droite-gauche à l'échelle européenne. Seule cette configuration permettrait de mettre en forme le débat sur une politique socio-économique européenne de compromis entre la droite (désormais transnationale) et la gauche encore locale mais non encore européenne.

Le malaise s'accroît dans les couches populaires, soumises partout à une réduction constante de leurs revenus et à une précarisation de l'emploi, aboutissant à une insécurité sociale; mais tant qu'aucun trouble grave ne vient révéler et rendre explicite la cause de ce malaise, on dira que l'Europe est démocratique, quand en fait l'accentuation de l'exclusion et la polarisation croissante des hauts revenus contre les bas revenus posent de manière de plus en plus visible la question essentielle de la Cité, selon Aristote : le rapport politique entre les riches et les pauvres.

On fait comme si une telle question ne devait pas être posée, ni à l'échelle des nations, ni à l'échelle de l'Europe, ni à l'échelle du monde. Mais ce brouillage des esprits ne pourra pas durer.

Globalisation du danger

Voyons ce qui, dans la configuration actuelle des luttes politiques à l'échelle de la planète, risque de maintenir en vie le camp de la démocratie du fait même de la menace radicale qui pèse sur lui.

La militarisation globale. – Historiquement, la conquête territoriale n'est pas le mode d'extension de l'Empire américain. Et cependant, c'est comme « commandement militaire permanent » que le système américain a surgi de la guerre froide. Contrairement à tous les empires antérieurs,

l'Empire américain devient un « empire » réellement global, et il l'est grâce à ses armes capables de frapper n'importe quel point du globe avec précision et en temps réel.

La puissance militaire explicitement destinée aujourd'hui à modeler le monde (*to shape the world*¹) a donc bien une mission démiurgique, l'Empereur se veut l'architecte (de l'univers), le Dieu de Platon, mais sans rôle « cosmique », car le mot cosmos renvoie, en grec, au bon ordre du monde. Or l'empire vise, en favorisant une « souveraineté de la libre entreprise », à créer un monde chaotique dominé par la spéculation en temps réel des oligarchies financières : l'idéologie néolibérale produit cette représentation d'un « cosmos chaotique » comme légitime et l'avènement final du lissage sphérique d'un système de systèmes de prédation et d'accumulation sans cesse en mouvement. C'est une légitimité entièrement nouvelle dans l'histoire ; pour tout dire, elle peut apparaître comme entièrement illégitime au reste du monde.

Remontée du religieux médiéval et débat théostratégique tronqué. – Cette remontée d'un culturalisme archaïque tue le débat proprement politique, qui est l'essence de la démocratie.

L'anthropologie historique nous donne accès à la description de mille expériences politiques liées à mille mutations religieuses dans l'histoire de l'humanité. On peut dire qu'il est tout à fait *normal* que la prétention démiurgique du nouvel Empire global s'accompagne d'une croyance nécessaire dans la bénédiction d'un Dieu unique et tout-puissant. On croyait avoir échappé à ce genre d'inquiétude morale et politique, mais c'est un phénomène récurrent. Les fondateurs d'empires ou les refondateurs d'empires ont tous eu besoin d'une forme de religiosité universelle pour conforter ou contrôler l'ivresse du pouvoir qui s'empare nécessairement d'un « maître du monde ». Alexandre le Grand a voulu associer à son empire tous les dieux de l'Olympe, de l'Égypte et de la Babylonie réunis, et il échoua ; Auguste sous la protection de Jupiter mit César au rang des héros herculéens ; Aurélien voulut un dieu Unique, « le soleil invaincu », invaincu par la nuit et qui tous les jours renaît à l'orient ; Dioclétien voulut ressusciter la religion romaine, en vouant la partie orientale à Jupiter et en accordant à la partie occidentale une définition herculéenne ; Constantin se convertit au christianisme. Bush Jr, ancien jeune bourgeois fêtard, est un converti à un christianisme intégriste sectaire et exigeant, le protestantisme évangélique du Sud, et avec l'épreuve de l'attentat des deux tours, il se conforte dans la conviction que son mandat comporte un esprit de croisade militaire

1. Cf. Saïda Bedar, « La globalisation : "nouvelle frontière" du *leadership* américain », *Cahier d'études stratégiques* n° 28, « Le débat stratégique américain, 1999-2000 », Groupe de sociologie de la défense, EHESS, Paris, CIRPES, 2000, p. 7 sq.

contre le Mal, tout à fait équivalent à l'esprit de *djihad* militaire qui anime son antihéros médiatique, l'insaisissable Ben Laden.

Comme le rappellent parfois timidement certains musulmans, l'action terroriste est contraire à l'islam, qui interdit de donner la mort à des innocents. Ben Laden est donc un hérétique. Bush est-il un hérétique chrétien ou s'inspire-t-il directement de la morale de l'Inquisition (en cas d'erreur, Dieu reconnaîtra les siens) qui certainement n'a plus la cote ?

Mais le débat théologique, qui envahit vaguement la télé, n'est lui-même pas très sérieux, car les protagonistes et les metteurs en scène des médias ne sont plus croyants. On était plus sérieux sur Dieu au Moyen Âge. Que Dieu soit un Dieu vengeur ou un Dieu d'amour, de guerre ou de paix, on pensait toujours qu'il était juste. Ce qu'il nous faudrait, c'est un Dieu injuste qui veillerait seulement à l'inter-opérabilité des systèmes et qui, parfaitement satisfait du résultat, bénirait les militants de l'injustice.

En pratique, dans le choc direct entre l'Amérique intégriste et l'Islam intégriste, Rome, Platon et Aristote sont bien loin, le messie des Évangiles et celui du Coran sont mis de côté. Machiavel et Hobbes, Spinoza et Kant, Hegel, Marx, Max Weber, Hannah Arendt et Habermas, Raymond Aron et Foucault ne sont pas nés. Nous sommes en pleine iconographie médiévale. Pire : face à un recul effarant des Lumières au profit d'une religiosité néolithique non démocratique.

Guerre interne-externe sans fin contre démocraties

Les armées impériales étant devenues inadaptées à la sauvagerie des nouvelles guerres urbaines, une *demande* de guerriers incontrôlés crée un marché profitable où se développent des entreprises de mercenaires cotées en Bourse ; ces forces violentes, privées, qui n'ont d'autre projet social que le profit (parfois lié à la démocratisation de la drogue), trouvent de l'embauche directe ou indirecte au service de l'Empire. C'est la matière première ou le produit final d'une forme de fascisme global : une militarisation très nouvelle puisqu'elle renie l'État, la nation, la guerre des guerriers anciens au profit d'un recrutement spéculatif de violence en flux tendus plutôt qu'en stocks devant idéalement s'adapter à toutes les variantes de chaos créées par l'effondrement programmé des États-nations dans les pays de l'ancien « tiers monde ». Ce phénomène, qui s'accélère aux États-Unis, est une mutation stratégique et politique considérable, un tournant historique s'il se maintient, et l'un des sujets les plus brûlants de la crise contemporaine des représentations de la démocratie.

La guerre n'était pas une maladie depuis la fin du néolithique jusqu'à Bush. Elle n'était même pas nécessairement contraire à la démocratie qu'il lui arrivait de *défendre*. La guerre pouvait passer pour une action de protection tout à fait rationnelle, en fonction de la survie des groupes humains

en compétition. Après la Révolution française, la lutte politique de classes commence, la protection violente des intérêts de classe. On pouvait en mesurer les enjeux, en comprendre les buts, en définir la fin, victoire et paix. Depuis Bush et Ben Laden, la puissance centrale a proclamé que la guerre n'avait pas ou plus de fonction de protection d'un groupe, mais constituait l'offensive d'une lutte contre le mal dans l'humanité tout entière.

Le monde a évidemment compris qu'il s'agissait d'une offensive de prédation globale par la maîtrise de l'articulation, en temps réel, de la violence armée et de l'économie délocalisée; la dernière née des révolutions du capital, qui s'organise avec une logique implacable et une forme de délire scientifique, derrière les bigots sanglants et les intégristes immatures du sud des États-Unis, comme système oligarchique mondial visant un niveau de vie plutôt californien, la joie de vivre en moins.

Cette nouvelle configuration de la guerre globale se rapproche de la forme d'une maladie en ce qu'elle est sans *fin*, c'est-à-dire sans but politique ou social collectif, et ne programme que la mort des masses et la survie des riches.

La maladie de la guerre mondiale sans fin contre le terrorisme a besoin du terrorisme et trouve des alliés naturels dans les catastrophes que sont les raz de marée et les maladies endémiques ou épidémiques qui se répandent avec la globalisation. Le sida en fait partie.

Plus le spectacle de mourants et de morts, de femmes et d'enfants affamés, de paramilitaires massacreurs et d'ouragans meurtriers banalise l'image atroce de milliers d'innocents voués au malheur inévitable, plus la revendication de la démocratie sociale apparaîtra non seulement comme une utopie de luxe, mais encore comme une insolence à l'égard des aristocraties régnautes qui font leur possible pour réguler la mort. On versera de plus fortes aumônes pour répandre les préservatifs chez les jeunes Africaines qui se prostituent librement pour nourrir leurs enfants, s'adaptant ainsi à la loi du libre marché.

Franco-Européens contre sudistes américains

Les Français et en général les Européens qui se réclament des Lumières et croient que le progrès social est pensable, forment un groupe bien aussi puissant moralement que les évangélistes baptistes du sud des États-Unis ou les néosionistes apocalyptiques, et ils sont beaucoup plus *éclairés*. Ils ont une école de pensée qui a fait des petits et qui méprise, s'il le faut, les élucubrations des *artisans de guerre* fanatiques ou cyniques.

Il faut aujourd'hui donner de la démocratie une définition qui explique pourquoi la démocratie ne peut pas disparaître comme ambition populaire. Ensuite, il faudra définir ce qui, dans l'actualité, constitue la cause de la maltraitance et du recul de la démocratie dans le monde; le sujet réel, c'est

la réinvention nécessaire de la démocratie dans la globalisation, puisque nous sommes dans une période de mutation tout aussi importante que le passage des cités grecques à l'Empire romain ou celui des royautes féodales aux États-nations bourgeois.

L'école française et européenne doit faire le plein de sa mémoire critique et de son amour des hommes, et relever le défi médiéval des bigots sinistres qui entourent la chefferie américaine et des banquiers délinquants qui naviguent sans contrôle dans les zones grises de la globalité. Si les Français ne le font pas, les autres peuples le feront en mémoire de Robespierre ou d'André Chénier, de Victor Hugo, de Jean-Baptiste Clément; et même en mémoire de « Lénine jeune », *qui sûrement rêvait de justice et n'avait encore rien fait de mal*, comme me l'a dit avec humour un marchand de badges russe sous Gorbatchev, qui parvenait à vendre aux foules déboussolées par la période, au pied du mausolée de la place Rouge, une étoile rouge portant au centre un visage d'enfant (photo jointe sur demande).